Quels savoirs critiques contre l'économie dominante ?

Bonjour,

Je fais partie du Comité rédactionnel du journal *La Décroissance* que vous connaissez peut-être.

Dans notre journal, nous nous en prenons à une forme d'« économie dominante », pour reprendre l'intitulé de cette table ronde, c'est-à-dire plus précisément à l'économie de croissance. Nous pouvons affirmer sans risque que cette économie de croissance est même « ultra-dominante », car, contrairement à l'ultra –libéralisme, elle transcende les clivages politiques. La croissance est l'objet d'un véritable consensus de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par l'extrême centre. Dans la société civile aussi, le Medef comme tous les syndicats, communie dans l'adoration de la Croissance économique.

Pourtant, comment encore croire qu'une croissance infinie est possible dans un monde limité, et a fortiori quand nous touchons les limites de ce monde, si nous ne les avons déjà pas dépassées ? Nous savons tous qu'une petite minorité d'humains, les pays riches, consomme l'essentiel des ressources naturelles de la planète. C'est bien évidemment à eux que s'adresse la décroissance. La décroissance a pour sens le partage.

Nous savons aussi que nous extrayons aujourd'hui trois fois trop de matières premières minérales à l'échelle planétaire pour vivre de façon pérenne. Le mode de vie des sociétés de consommation, c'est-à-dire pour schématiser grossièrement celui de l'automobile, est insoutenable pour la planète. Il est bien sûr impossible à généraliser. Je ne vais pas ici dresser à nouveau un tableau alarmiste de la situation écologique de notre planète. Je vous renvoie pour cela à des livres comme Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire de Jean-Paul Besset ou encore le très bon ouvrage Pétrole apocalypse du député des Verts Yves Cochet.

Quelles sont nos réactions face à l'impasse physique de l'économie de croissance ?

Les économistes, les médias dominants, nos citoyens et leurs représentants, se déresponsabilisent actuellement sur la science en espérant des solutions techniques face à cette impasse physique. La croissance économique comme religion se conjugue avec le scientisme, c'est-à-dire une vision pervertie de la science : une science se fondant non plus sur le doute mais sur la croyance en sa toute puissance.

Je suis souvent surpris de cet enfermement dans l'économie dont nous faisons preuve, même dans nos milieux, qui se pensent souvent comme la contestation la plus radicale du capitalisme. Face à l'ultra-libéralisme et ses ravages, nous avons tendance à opposer immédiatement d'autres modèles économiques. C'est oublier que l'économie ne fait pas toute une politique. Une politique se fonde d'abord sur des valeurs. Pour nous, qui sommes très attachés à la République, ces valeurs sont bien sûr la Liberté, l'Egalité et la Fraternité. Ces valeurs ne seront jamais réductibles à une lecture comptable. Au contraire, leur mise en pratique conduit souvent à la réduction du Produit national brut. La loi Evin, qui interdit la consommation de tabac dans lieux publics, induit une réduction de la consommation, tous comme les lois sur la réduction de la vitesse sur les routes.

Abandonner le discours des valeurs, donc du sens, est le plus court chemin vers la barbarie. Le cynisme, le nihilisme, le relativisme total, l'indifférenciation, la négation de l'universalité de l'Homme y concourent. Je vois la montée de cette barbarie, notamment à travers l'incapacité croissante de nombre de nos contemporains de distinguer l'Homme de l'animal. Nous la trouvons aussi dans l'indistinction entre l'adulte et l'enfant ou dans la négation de l'altérité homme-femme.

A travers le travail de notre publication La Décroissance, et plus largement dans le mouvement des Objecteurs de croissance, nous refusons donc le déterminisme économique. Bien sûr, cela ne veut en aucun cas dire que nous négligeons l'économie. L'économie, comme la science, est très importante, mais seconde dans notre échelle des valeurs.

Pour preuve de notre attachement à la rationalité nous nous appuyons notamment sur les analyses du mathématicien américano-roumain Nicholas Georgescu-Roegen, le père de la théorie bioéconomique. Cet éminent professeur a été mis au ban de la communauté des économistes pour avoir réintégré la physique dans la « science économique ».

Nicholas Georgescu-Roegen avait coutume de répéter que ce qui est appelé « science économique » est à la fois pas assez et trop matérialiste. Pas assez matérialiste car le paramètre écologique n'est quasiment pas pris en compte dans ses raisonnements, et trop matérialiste car la « science économique » mesure le bonheur humain à l'aune de l'augmentation du Produit national brut et réduit l'Homme au rôle d'agent économique.

Ce qui est appelée « science économique » est depuis 200 ans antiphysique car ses différents modèles modernes ne tiennent compte ni des limites des ressources naturelles ni de la loi d'entropie de dégradation de la matière et de l'énergie. Si « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » (Lavoisier) une richesse est inéluctablement perdue après sa combustion et devient une pollution, comme avec le pétrole. C'est la seconde loi de la thermodynamique de Sadi Carnot.

La « science économique » doit donc réintégrer dans ses paramètres la physique. Néanmoins, Nicholas Georgescu-Roegen insistait sur l'idée que cette prise en compte des lois de la physique par l'économie ne pourrait se faire sans renouer avec une certaine sagesse humaniste. La condition de la décroissance économique des pays surconsommateurs est donc le refus de voir l'Homme enfermé dans sa fonction de consommateur mais, bien au contraire, de promouvoir la multidimensionnalité de notre condition. La décroissance milite donc d'abord pour la sortie de l'économisme, c'est-à-dire que nous voulons remettre l'économie à la place que nous lui jugeons bonne, c'est-à-dire seconde. La décroissance n'est donc pas l'inverse de la croissance, ce qui est une évidence pour nous, mais que nous devons toujours repréciser. Bien évidemment une décroissance infinie est aussi stupide qu'une croissance infinie. La décroissance est un « mot obus » comme le dit Paul Ariès dans son livre Décroissance ou Barbarie. C'est un contre-pied symbolique pour communiquer ensuite un discours forcément nuancé. Faire acte de communication en employant le registre symbolique n'a rien de péjoratif, au contraire, c'est essentiel tant pour exprimer les valeurs que nous ne pouvons comprendre qu'à travers un discours imagé que pour communiquer vers le plus grand nombre.

Certes, nous nous opposons à la croissance économique, néanmoins c'est bien de cette « idéologie de croissance » dont les Objecteurs de croissance se font avant tout les contempteurs. L'humain ne se structure, en tant que personne et en tant que société, qu'en étant capable de s'autolimiter et de partager. Gandhi disait « La civilisation, au vrai sens du terme, ne consiste pas à multiplier les besoins, mais à les limiter volontairement. C'est le seul moyen pour connaître le vrai bonheur et nous rendre plus disponible aux autres. Il faut un minimum de bien-être et de confort ; mais, passé cette limite, ce qui devrait nous aider devient une source de gêne. Vouloir créer un nombre illimité de besoins pour avoir ensuite à les satisfaire n'est que poursuite du vent. Ce faux idéal n'est qu'un traquenard. ». La planète serait mille fois plus vaste notre discours sur l'autolimitation et le partage n'en demeurerait pas moins central. L'autolimitaion est la condition de la liberté. Avant d'être un discours écologique dans le sens scientifique du terme, le discours de la décroissance participe d'abord d'une volonté d'humanisation.

Le psychiatre belge Jean-Pierre Lebrun est l'auteur d'un livre remarquable intitulé Un monde sans limites. Il montre dans son ouvrage les pathologies psychiques, humaines et sociales engendrées par cette idéologie du sans limite qui traverse notre société. La montée de l'obésité chez les enfants en est un des exemples les plus révélateur.

L'idéologie du développement économique et de la croissance sans limites est donc foncièrement régressive. Face à ses dégâts, plutôt que de la remettre en cause, des publicitaires la maquillent en lui ajoutant des préfixes, éco-développement ou alter croissance, ou des qualificatifs, croissance verte, propre, développement durable, soutenable, etc. Tous ces maquillages renvoient invariablement à des solutions techniques et évitent de parler de l'essentiel.

Or, ce dont nous avons besoin n'est pas de davantage de technique mais davantage de partage et de sobriété, c'est-à-dire davantage de politique.

Pour répondre à l'intitulé de cette table ronde **« Quels savoirs critiques contre l'économie dominante ? »**, nous pourrions nous aider de l'analyse de Nicholas Georgescu-Roegen en 2 points essentiels.

Le premier « savoir » serait le savoir scientifique. Celui du triomphe de la Raison de nos amis Les Lumières dont nous nous voulons dans la filiation. L'économie doit intégrer dans ses raisonnements la physique. Elle doit prendre en compte la limite des ressources naturelles et la loi d'entropie.

Mais cette réintroduction des lois de la physique dans l'économie ne peut être que secondaire par rapport à notre discours premier qui est de remettre les valeurs républicaines au cœur de la politique. L'économie est certes très importante, mais une très importante servante au service de l'Homme pluridimensionnel. Employer ce mot de valeurs ne renvoie pas à une posture religieuse. La République s'est fondée sur des valeurs. Les valeurs renvoient l'Homme à sa spécificité essentielle, c'est-à-dire à sa capacité à exercer son libre-arbitre. À faire le choix entre ce qui lui paraît plus ou moins bien ou plus ou moins mal. Les valeurs renvoient l'Homme à ce qui le fonde : sa liberté fondamentale, au-delà de tous les déterminismes.

Donc, j'aimerais que ces « savoirs critiques contre l'économie dominante » invitent d'abord à ce que **les modèles économiques, quels qu'ils soient, ne soient justement plus dominants.** Et que les savoirs, la sagesse, la culture, l'esprit critique, la responsabilité, les valeurs, le sens, bref l'humain soient eux bien dominants sur l'économie.

Vincent Cheynet, Printemps des université populaire, le 24 juin 2006.